

Amnesty déplore la position de la Suisse sur les brevets, qui empêche de produire moins cher

«L'accès au vaccin, un devoir moral»



De nombreux pays moins aisés éprouvent de réelles difficultés à se procurer des doses de vaccins.
KEYSTONE

PARTENARIAT

jeu Valeria Bertolotto, Angèle Colas,
Jean-Louis Johannides, Guillaume Miramond
DU 19 AU 25.04

Qui a peur de Virginia Woolf?

texte Edward Albee / traduction Daniel Loayza
mise en scène Anne Bisang
coproduction POCHE /GVE, Théâtre populaire romand,
La Chaux-de-Fonds, Centre neuchâtelois des arts vivants

// J'aime bien ta colère. Je crois que c'est ça que je préfère chez toi. //

Gouttes d'eau sur pierres brûlantes

texte Rainer Werner Fassbinder
traduction & mise en scène mAthieu Bertholet
production POCHE /GVE

// Tu ne pourrais pas me laisser tranquille juste cinq minutes? //

POCHE / GVE

Théâtre / Vieille-Ville
+41 22 310 37 59
poches---gve.ch

IGOR CARDELLINI

Santé ▶ Alors qu'en Suisse règne une certaine méfiance vis-à-vis de la vaccination, dans les pays du Sud, c'est plutôt la possibilité de se faire vacciner qui pose problème. Amnesty International et Public Eye demandent, par le biais d'une pétition, au Conseil fédéral de revoir sa position sur l'accès aux traitements contre le Covid-19, question négociée actuellement à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ceci en soutenant une dérogation temporaire à la propriété intellectuelle pour les traitements, tests et vaccins. Pablo Cruchon, coordinateur de campagne chez Amnesty International, estime que cette question d'accès est aussi un problème suisse.

En matière virale, ce qui se passe au Brésil ou ailleurs peut vite se répercuter sur le monde et la Suisse. Où en est-on dans l'accès aux vaccins dans les pays du Sud?

Pablo Cruchon: En effet, ce qu'il s'y passe nous concerne. Personne ne sera en sécurité tant que tout le monde ne le sera pas. Si le coronavirus devient endémique dans les pays du Sud, le monde s'expose à un effet boomerang avec des mutations potentiellement plus dangereuses. D'un point de vue égoïste, la Suisse a intérêt à ce que le monde entier se vaccine. Or, selon les données de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à jour, 87% des doses administrées l'ont été par des pays riches, contre 0,2% par les pays pauvres. Dans les pays riches une personne sur quatre est vaccinée, contre une personne sur 500 dans les plus pauvres. Et, sur le continent africain, 20 pays ont reçu... 0 dose.



«La Suisse a intérêt à ce que le monde entier se vaccine»

Pablo Cruchon

En quoi la Suisse a-t-elle un rôle particulier à jouer dans ce qui reviendrait à suspendre le droit d'entreprises à faire valoir leurs brevets?

Le pays abrite des entreprises pharmaceutiques qui produisent des tests, certains composants de vaccins ainsi que des traitements chers et difficiles à développer. Tout cela grâce à de l'argent public. La Confédération a un intérêt très concret, mais aussi un devoir moral de faciliter un large accès aux soins par la voie multilatérale ou bilatérale.

Le gouvernement ne soutient pas cette proposition de dérogation, d'abord formulée par l'Inde et l'Afrique du Sud à l'OMC, estimant que le cadre actuel convient...

En effet, avec le Canada, les Etats-Unis et l'Europe, la Suisse combat même agressivement cette idée soutenue par plus de cent pays. Ceci en opposant que les licences obligatoires permettent déjà à un pays de décider de suspendre les brevets sur un médicament pour produire et commercialiser des génériques. Mais ces licences se heurtent à

de fortes oppositions politiques de la part des producteurs. Ce qui verrouille l'accès aux vaccins, ce sont les difficultés liées à leur développement et à leur production induites par les brevets.

Le directeur général de l'OMS, estimait en janvier que le monde est au bord d'un «échec moral catastrophique». La Suisse peut-elle y changer quelque chose et, si oui, quoi?

Soutenir la dérogation qui permettrait de produire massivement et moins cher. Se rallier à la proposition changerait le rapport de force. Par ailleurs, si la Confédération participe déjà à hauteur de 20 millions de francs à COVAX, le mécanisme destiné à garantir la distribution des vaccins dans les pays du Sud, elle pourrait être plus généreuse. Ensuite, 32 millions de doses ont été commandées pour le pays. C'est quatre fois la population en Suisse. Vu la quantité en trop, nous pourrions fournir une aide par la voie bilatérale.

Vous enjoignez au gouvernement de rendre publics les contrats passés avec les fabricants. Pourquoi l'opacité sur ces achats est-elle délétère?

On parle d'accès à la santé pour la population. Les processus à l'œuvre devraient être plus démocratiques. Le secret d'affaires et les enjeux tactiques invoqués par la Confédération profitent en réalité aux producteurs en position de force. Il n'est pas normal que l'Afrique du Sud ait payé plus que l'Europe pour la même quantité de vaccins. Ou, dans d'autres cas, que des pays riches paient plus pour être servis plus vite... Enfin, la transparence – aussi bien sur les montants que les responsabilités engagées – est cruciale pour que la population ait confiance. I